

## Peut-on vouloir renoncer au productivisme sans renoncer à l'Etat-Providence ?

Laurent de Briey, Professeur de philosophie, Université de Namur

### *Texte provisoire*

Au milieu des années 2000, la critique du capitalisme la plus influente était portée par les mouvements écologiques. La préoccupation croissante pour le réchauffement climatique, relayée dans l'opinion publique par les médias de masse, pouvait donner l'impression que les enjeux environnementaux allaient s'imposer définitivement à l'agenda politique et servir de points d'appui à une réorientation de notre modèle économique. Cette impression était manifestement erronée.

Loin de s'être imposée, la critique écologique est aujourd'hui fragilisée. Premièrement, par ses divisions internes. La « mainstreamisation » de la critique écologique, symbolisée par le double prix Nobel attribué aux experts du GIEC et à Al Gore en 2007, s'est fort classiquement accompagnée de l'émergence de plus en plus forte d'un clivage interne que l'on peut trop superficiellement présenter comme une opposition entre les partisans d'un développement durable et ceux plaidant plus radicalement pour un modèle de décroissance<sup>1</sup>. La critique écologique est fragilisée deuxièmement par la transformation du contexte économique. Dès 2008, soit un an après le double prix Nobel, la crise des subprimes éclate. Les enjeux politiques de moyen et long termes, portés par la critique écologique, vont s'effacer au profit de l'urgence de la stabilisation du système financier, puis des conséquences économiques, sociales et budgétaires de la crise financière. Les mouvements écologiques ont beau mettre en évidence, avec une incontestable pertinence, que les crises économiques, sociales et financières ont fondamentalement les mêmes racines que la crise environnementale, force est de constater que les enjeux écologiques paraissent être des problèmes de luxe lorsque la majeure partie de la population s'inquiète de voir son pouvoir d'achat se réduire, jusqu'à la précarisation pour les plus défavorisés, ou qu'elle craint de perdre son emploi.

Le contexte politique a par contre rendu possible la renaissance d'une critique sociale du capitalisme. Le *Front de Gauche* en France, le parti *Syriza* en Grèce, le *Parti socialiste* d'Emile Roemer aux Pays-Bas, mais *Die Linke* en Allemagne, *Izquierda Unida* en Espagne, le *Parti du travail de Belgique* sont ainsi des partis qui se positionnent à la gauche de la gauche traditionnelle. La plupart de ces partis s'appuient sur les ruines des mouvements communistes, mais doivent leur vitalité à des dissidences sociale-démocrates. Celles-ci voient dans l'actuelle crise économique la démonstration de la nécessité de remettre en cause le capitalisme financier et de l'erreur fondamentale des partis de gauche traditionnels. Sous l'influence de la *Troisième voie* de Tony Blair et Gerhard Schröder, ces derniers se seraient fourvoyés en acceptant les contraintes de la financiarisation de l'économie et en se transformant progressivement en partis libéraux de gauche. Ils seraient devenus les otages du système financier, susceptibles tout au plus de freiner les réformes structurelles exigées par celui-ci, lorsqu'ils n'en deviennent pas les promoteurs. Les partis de gauche traditionnels auraient ainsi participé à la déconstruction progressive de l'Etat-providence.

Ce phénomène ne se restreint pas au seul domaine politique. La crise a également permis à des économistes contestant l'orthodoxie libérale de s'engager dans le débat public pour y développer une critique du capitalisme financier et des politiques économiques européennes. En France, « Les économistes atterrés » en sont un excellent exemple<sup>2</sup>. L'objectif de ce collectif français est d'« impulser la réflexion collective et l'expression publique des économistes qui ne se résignent pas à la domination de l'orthodoxie néo-libérale »<sup>3</sup>. L'émergence de partis à gauche de la gauche et le renouveau d'un discours économique hétérodoxe témoignent l'un et l'autre de la revitalisation d'une pensée refusant de laisser aux seuls extrêmes la contestation du cadre intellectuel dominant. Mais les travaux des économistes atterrés mettent également en évidence la question d'une compatibilité entre la critique écologique et la critique sociale du capitalisme. Si le manifeste fondateur de ce

1 Voir, par exemple, Y.-M. Abraham, L. Marion, H. Philippe (éd.), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Ecosociété, 2011.

groupe était concentré sur une critique des politiques d'austérité et plaidait en faveur d'une politique keynésienne de relance de l'économie, le groupe s'est progressivement élargi à des auteurs également sensibles à la critique écologique. Ils ont été ainsi conduits à reconnaître dans l'introduction d'un de leur ouvrage collectif, *Changer l'économie !*, qu'une des questions les divisant était celle de savoir s'il fallait ou non plaider pour une politique de croissance. Il ne s'agit toutefois pas d'un enjeu secondaire puisque, dans le modèle keynésien dont semblent se revendiquer la plupart des économistes atterrés, c'est la croissance économique qui a rendu possible le développement des droits sociaux. Il y a là potentiellement un problème de cohérence interne similaire à celui qui traverse les mouvements écologiques lorsqu'ils doublent leur critique de la recherche d'une croissance économique perpétuelle dans un monde fini d'une défense des droits sociaux hérités du modèle de l'Etat-providence.

Deux points retiennent donc mon attention dans cette communication. Premièrement, l'étude de contradictions éventuelles entre, d'une part, la critique des politiques d'austérité et l'appel à une relance de l'économie par un « Green Deal »<sup>4</sup> et, d'autre part, la remise en cause de l'objectif même de croissance au profit d'une « prospérité sans croissance »<sup>5</sup> ou d'une « sobriété heureuse »<sup>6</sup>. Deuxièmement, je souhaiterais m'intéresser aux critiques des réformes sociales visant à transformer l'Etat-providence en un Etat social actif. Si les économistes atterrés, comme de nombreux écologistes, paraissent voir dans ce projet un cheval de Troie du néolibéralisme, on peut se demander si la défense de l'Etat-providence ne témoignerait pas d'une curieuse nostalgie des Trente Glorieuses, ces trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était porteuse d'emplois et de hausses salariales, tout en rendant possible le développement des droits sociaux. Je serai ainsi conduit à m'interroger sur la cohérence interne des contreprojets politiques inspirés par les critiques sociales et écologiques. Je conclurai par conséquent en me demandant si, au lieu d'opposer la réforme du système économique et financier, porté par les mouvements politiques dits de gauche, aux réformes du modèle social grâce auxquelles les libéraux entendent dynamiser le marché du travail, il ne faudrait pas en affirmer la complémentarité.

### *Une relance par la croissance verte ?*

2 Le collectif « Les économistes atterrés » est né en septembre 2010 suite à la rédaction d'un manifeste par quatre économistes : Philippe Askenazy (Directeur de recherches au CNRS), Thomas Coutrot (Conseil scientifique d'Attac), André Orléan (Directeur d'études à l'Ecole d'Hautes Etudes en Sciences Sociales), Henry Sterdyniak (Directeur du département d'économie de la mondialisation à l'Observatoire français de conjoncture économique). Ils y critiquent les politiques d'austérité européennes et avancent vingt-deux propositions devant permettre de mettre à mal la mainmise de la finance sur l'économie. Le manifeste a fédéré un cercle plus large d'économistes et débouché sur la création d'une association début 2011. Très actif dans les débats publics, les économistes atterrés multiplient les publications dont quatre ouvrages collectifs. Le premier, *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre* (Paris, Les liens qui libèrent, 2011), approfondit la critique des politiques européennes, le deuxième, *Changer d'économie !* (Paris, Les liens qui libèrent, 2011), développe les propositions alternatives, tandis que le troisième, *L'Europe mal-Traînée* (Paris, Les liens qui libèrent, 2012), s'oppose au projet d'un nouveau traité budgétaire européen. Enfin, le dernier, *Changer l'Europe !* (Paris, Les liens qui libèrent, 2013), se demande si l'Union européenne peut être remise au service de la défense du modèle social européen.

3 Extrait de leur site internet, <http://www.atterres.org/users/atterres> (consulté le 03 janvier 2014)

4 Voir par exemple J.-M. Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

5 T. Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

6 P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

Les travaux des économistes atterrés constituent pour moi une des meilleures références intellectuelles d'une critique sociale de la politique économique européenne actuellement à l'œuvre. Les politiques d'austérité pratiquées et les réductions des dépenses publiques qu'elle signifie ne seraient ainsi pas une solution au déficit public puisque elles vont freiner l'activité économique au risque que la baisse des recettes excède la réduction des dépenses. De plus, les dettes publiques étant exprimées en pourcentage du PIB une réduction de l'activité économique signifie une augmentation mécanique de ce pourcentage. Ils estiment que la résolution de la crise passera au contraire par des investissements publics réorientant l'économie vers un modèle de développement plus durable et créateur de qualité de vie. Ils plaident également pour la mise en place d'une régulation beaucoup plus forte des marchés financiers via la taxation des transactions financières et une séparation stricte des banques de dépôt et des banques d'investissement. Ils appellent aussi à une réforme fiscale permettant de rendre l'impôt plus redistributif et de rendre les rémunérations plus égalitaires.

En fait, alors que, pour les partisans des politiques d'austérité, le retour à l'équilibre budgétaire, combiné à des réformes structurelles qui renforceront la compétitivité des économies européennes, va rassurer les investisseurs et permettre le retour de la croissance, les économistes atterrés inversent le lien de causalité : l'équilibre des finances publiques sera la conséquence d'une hausse des recettes générées par le retour de la croissance rendu possible par des investissements publics. Leur opposition à l'austérité est donc fondée sur la stimulation de la croissance. C'est sur la croissance également que repose leur conviction de l'acceptabilité d'un léger déficit structurel puisqu'elle permet qu'une dette publique grandisse en volume tout en restant stable en pourcentage du PIB. La croissance est ainsi le socle des contre-propositions des économistes atterrés comme elle était le moteur des Trente Glorieuses.

Or, la croissance forte durant les Trente Glorieuses s'explique notamment par une exploitation à faible prix des ressources naturelles, incompatible avec les impératifs écologiques actuels. La nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d'accepter une certaine décroissance<sup>7</sup> ? C'est en tout cas la conviction de la critique écologique actuelle. Celle-ci prend de plus en plus fermement ses distances avec l'idée de développement durable, considéré comme un oxymore, appelle à une décroissance choisie et heureuse et vante les mérites de la simplicité volontaire. N'y a-t-il pas là un risque de contradiction avec la conviction que l'équilibre des finances publiques repose sur le retour de la croissance économique ?

Les économistes atterrés semblent croire que non<sup>8</sup>. Au contraire, il y aurait une parfaite cohérence entre relance économique et transition écologique, dans la mesure où le plan de relance devrait consister dans des investissements nécessaires à la transition écologique : développement des énergies renouvelables, travaux économiseurs d'énergies, investissements dans les transports publics, mais aussi soutien aux secteurs de l'éducation, de la santé, des services aux personnes... Ils prennent soin d'ailleurs de renvoyer dos-à-dos les partisans d'un capitalisme vert qui font « le pari que le progrès technique permettra à l'avenir de trouver des solutions de remplacement à l'épuisement de certaines ressources »<sup>9</sup> et les promoteurs de la décroissance qui ne

---

7 S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

8 Une nuance s'impose. Comme mentionné, le collectif s'est progressivement élargi à d'économistes plus proches de la critique écologique. Cela a provoqué une division au sein du collectif autour de la question de la croissance. Les économistes atterrés ne pouvaient toutefois se diviser sur la croissance sans être en désaccord sur le contreprojet qu'ils entendent opposer aux politiques d'austérité. Un camp devait par conséquent progressivement prendre le pas sur l'autre. A lire leur livre le plus récent, *Changer l'Europe !*, l'esprit initial du collectif, porté par la critique sociale, semble avoir prévalu. Le caractère souhaitable de la croissance n'est en tout cas plus questionné.

9 J.-M. Harribey, Ph. Quirion, G. Rotillon, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 66.

font pas suffisamment « la distinction entre les productions inutiles ou trop destructrices de l'environnement, qu'il faudra réduire, et celles qu'il faudra développer, car utiles et moins destructrices »<sup>10</sup>. Ils défendent avec raison un modèle de développement privilégiant la croissance de la qualité de vie à celle de la quantité des biens. Toutefois, leur discours n'est-il pas trop idyllique pour être crédible ?

Mes inquiétudes ne sont pas tant relatives à l'emploi qu'à l'endettement. La transition écologique souhaitée devrait signifier la création de nombreux emplois dans les secteurs verts et dans les services aux personnes<sup>11</sup>. Même dans le secteur industriel, l'effet sur l'emploi ne serait pas nécessairement catastrophique en raison de la relocalisation de certaines activités. L'emploi ne devrait pas manquer – au contraire, une telle économie serait logiquement beaucoup plus intensive en travail, j'y reviendrai. Par contre, peut-on vraiment croire qu'une telle relance verte puisse constituer une réponse à l'endettement public ? Cela ne va certainement pas de soi<sup>12</sup>. Alors que la relance exigera une augmentation initiale de la dette publique, une large partie des effets retours attendus de ces investissements prendront la forme d'une amélioration de la qualité de vie et d'une baisse de notre empreinte environnementale, non d'une hausse de l'activité économique. En fait, comme les économistes atterrés le reconnaissent, « on ne peut dire à l'avance si le PIB augmentera parce que les productions qui auront crû l'emporteront sur celles qui auront décréu, ou bien s'il diminuera parce que l'inverse se sera produit »<sup>13</sup>. Reste qu'en l'absence d'une croissance suffisamment forte, le poids de la dette risquerait de devenir rapidement problématique tandis que le paiement des intérêts représenterait une charge de plus en plus lourde pour les finances publiques. Bref, au-delà de l'apparente convergence à court terme autour d'un plan de relance axé sur les investissements nécessaires à la transition écologique, la démonstration reste à faire que le soutien à la croissance comme réponse à l'endettement public est réellement compatible avec un modèle de développement plus qualitatif pour lequel, par définition, la croissance quantitative n'est plus la priorité absolue.

#### *Une objection de croissance ?*

La confiance des économistes atterrés dans la possibilité de renouer avec un modèle de croissance tout en optant pour un développement plus durable fait face à la critique écologiste plus radicale portée par ceux que Bayon, Flipo et Schneider dans leur excellent livre, *La décroissance*, appellent les objecteurs de croissance<sup>14</sup>. Ces derniers jugent pour leur part incohérente l'ambition de réaliser un découplage entre croissance économique et croissance de l'empreinte écologique. Faisant dès lors le deuil de la croissance, ils en appellent à une « remise en

---

10 Ibid. p. 69.

11 Ibid., p. 82.

12 En ce sens, voir A. Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique*, Paris, Les Petits Matins, 2012, p. 89, en particulier l'étude citée en note.

13 J.-M. Harribey, Ph. Quirion, G. Rotillon, « Les enjeux d'une transformation écologique qui soit sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 73.

14 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012.

cause radicale du système des besoins<sup>15</sup> ». Une vie plus simple serait non seulement plus conforme aux impératifs de la soutenabilité écologique mais également plus heureuse parce qu'affranchie de la frustration propre à une société de consommation devant créer continuellement des désirs insatisfaits afin de relancer continuellement la demande de biens et de produits<sup>16</sup>. Cette remise en cause constitue une critique du néolibéralisme, mais également du marxisme traditionnel et du socialisme démocratique, dans la mesure où ces derniers sont des productivismes qui ne remettent pas en cause l'objectif de croissance, mais entendent assurer une plus grande égalité dans l'accès à la consommation<sup>17</sup>.

Les objecteurs de croissance remettent ainsi en cause la primauté donnée depuis près d'un siècle au consommateur sur le travailleur. Cette primauté était déjà au cœur du compromis fordiste par lequel le travailleur a accepté une détérioration de ses conditions de travail au profit de l'augmentation du pouvoir d'achat de ce consommateur qu'il est également. Cette primauté a été ensuite renforcée par la mondialisation. Celle-ci signifie en effet une mise sous pression des travailleurs, en particulier les peu qualifiés, en raison de la concurrence des travailleurs des pays émergents, au profit notamment des consommateurs qui bénéficient de l'accès à des biens de consommation à bas prix et dont le pouvoir d'achat, affaibli par la fragilisation des revenus de leur travail, est soutenu par un endettement privé et public dont la crise actuelle nous rappelle qu'il est insoutenable. En appelant ainsi à rompre avec un modèle de société dans laquelle le sentiment d'appartenance sociale dépend non plus prioritairement du rôle joué au sein de la société mais de l'accès à des modes de consommation de masse, les objecteurs de croissance mettent sur la table un élément incontournable du contreprojet politique qui me paraît crucial de promouvoir aujourd'hui.

Les objecteurs de croissance se détournent d'autant plus volontiers de la recherche d'une croissance continue – même lorsque celle-ci se veut « durable » ou « soutenable » – qu'ils observent qu'elle s'accompagne de fortes inégalités sociales et écologiques<sup>18</sup>. Je suis néanmoins beaucoup moins convaincu par cet argument. Ce n'est pas parce qu'on observe généralement une corrélation entre croissance économique et croissance des inégalités<sup>19</sup> qu'une société décroissante serait une société plus égalitaire. Il suffit d'ailleurs de penser au degré d'inégalités qui était à l'œuvre dans les sociétés préindustrielles pour concevoir que le lien causal entre développement économique et hausse des inégalités ne va pas de soi.

A mon sens, pour essayer d'anticiper le caractère plus ou moins égalitaire d'une société décroissante, il faut s'interroger sur le rapport entre les types de revenus – capital vs. travail – qui y seraient générés, d'une part, et sur le degré de redistribution sociale qui pourrait y être à l'œuvre. Or si les Trente Glorieuses suscitent tant de nostalgie chez certains, ce n'est pas tant parce qu'il s'agissait d'une période de forte croissance que parce que l'inégalité travail-capital y étaient moins forte qu'aujourd'hui et qu'elles ont permis le développement de mécanismes de redistribution sociale. Cela s'explique par trois facteurs essentiellement. Premièrement, la guerre

---

15 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 23.

16 Je partage cette critique de l'économie de consommation – voir L. de Briey, *Le sens du politique. Essai sur l'humanisme démocratique*, Wavre, Mardaga, 2009, p. 228 et sv.

17 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 54.

18 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 22-23.

19 T. Piketti, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 455.

avait provoqué une réduction du stock des patrimoines privés sous le triple effet des destructions matérielles, des expropriations et de l'inflation. Deuxièmement, la croissance générait d'importants revenus du travail permettant, pour la première fois peut-être depuis l'Antiquité, d'acquérir par son travail personnel un niveau de vie relativement comparable à celui rendu possible par les revenus du capital<sup>20</sup>. Enfin, cette croissance permettait de financer un système social de plus en plus généreux : l'Etat-Providence. Quelles seraient à l'inverse l'équilibre travail-capital et le modèle social soutenable dans une société sans croissance ?

Les objecteurs de croissance paraissent curieusement se préoccuper essentiellement des inégalités générées par les revenus du travail. Cela les conduit à prôner, tout comme les économistes atterrés, un partage du temps de travail et une limitation des salaires, ainsi qu'à assimiler les sociétés préindustrielles à des sociétés paysannes<sup>21</sup>. Toutefois, la source essentielle des inégalités – aussi bien dans les sociétés préindustrielles que dans la société actuelle – est la répartition du capital. Dans une société sans croissance, faiblement intensive en travail, la détention du capital serait d'autant plus cruciale. Il y aurait certes une transformation profonde de ce capital, en raison d'un effondrement potentiel du capital financier et d'une revalorisation du capital foncier<sup>22</sup>, mais la tendance naturelle à la concentration du capital – les revenus du capital croissant de plus en plus vite à mesure que le capital possédé est important – persisterait. Cette dynamique serait d'autant plus forte si le taux de natalité demeurait faible – ce qui est écologiquement souhaitable –, en particulier dans les classes favorisées. La concentration du capital serait en effet renforcée via les héritages<sup>23</sup>. A l'inverse, un taux de natalité élevé assurerait mécaniquement une répartition du capital plus importante en raison du partage de l'héritage entre les différents enfants<sup>24</sup>.

Je crains donc qu'une société sans croissance serait une société fortement inégalitaire si, à l'instar du travail, le capital n'était pas redistribué. Je ne parle pas seulement d'une répartition initiale du capital, mais d'une forme ou d'une autre de partage des revenus du capital, sans quoi les inégalités de talents, les conséquences des maladies et des accidents, mais aussi les efforts plus importants des uns et des autres et, tout simplement, la chance, favoriseront progressivement la reconcentration du capital. Cela signifie que, contrairement aux aspirations

---

20 Si, après l'effet égalisateur des deux conflits mondiaux, les inégalités réapparaissent progressivement, elles trouvent désormais leur source dans les inégalités salariales, ce qui fait dire à Piketty que nous sommes passés d'une société de rentiers à une société de cadres, *ibid.*, p. 435. La thèse de son livre est, toutefois, que le capital va progressivement reprendre de l'importance, les cadres, en particulier les mieux rémunérés d'entre eux, se transformant progressivement en rentiers à mesure que leur rémunération s'est élevée – prenant d'ailleurs des formes hybrides travail-capital via le développement des rémunérations sous forme d'intéressement –, que la progressivité de l'impôt sur le revenu s'est affaiblie et que leur épargne a pu s'accumuler durant leurs années de carrière. La reconstitution progressive de ces patrimoines aura un impact d'autant plus important à l'avenir en raison de la faible natalité et donc du nombre réduit d'héritiers.

21 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

22 Il est vraisemblable toutefois que, si le marché joue librement, les détenteurs actuels du capital financier convertiront progressivement celui-ci en capital foncier (terres agricoles et ressources naturelles).

23 T. Piketti, *op. cit.*, p. 599 et sv.

24 En fait, dans l'histoire occidentale, le contremodèle que les objecteurs de croissance devraient opposer à l'Age d'or européen que sont pour beaucoup les Trente Glorieuses, c'est l'Age d'or américain, celui des Pères fondateurs. C'est à cette époque de l'histoire américaine, en effet, que les inégalités étaient les plus faibles en raison de l'abondance du capital, la terre essentiellement, relativisant par conséquent sa valeur – sauf bien entendu pour les Amérindiens sans cesse chasser plus loin à l'Ouest afin de préserver cette abondance.

libertaires de certains objecteurs de croissance<sup>25</sup>, une société sans croissance ne pourrait pas être une société désétatisée et débureaucratisée. S'assurer de la répartition du travail et du capital requiert un contrôle public important. Une société sans croissance ne pourrait pas non plus s'organiser sous la forme de petites communautés localisées sur un territoire donné. Une solidarité organisée à une trop petite échelle se heurterait à la répartition inégale des ressources naturelles qui serait source de conflits pour l'appropriation de ces ressources, mais également aux conséquences des aléas climatiques. Cela nécessite au contraire des communautés politiques suffisamment importantes pour instaurer des mécanismes de redistribution à grande échelle.

Est ainsi posée la question du modèle social susceptible d'être en vigueur dans une société sans croissance. Il n'y a pas à ma connaissance de réel consensus à cet égard entre les objecteurs de croissance. Le partage du temps de travail et, imaginons-le, du capital, d'une part, la fixation d'un revenu maximal, l'allocation d'un revenu inconditionnel et l'accès gratuits, ou à faible coût, aux services publics, dont les transports en commun, pourraient toutefois constituer un point de convergence entre eux. Il paraît difficile de renoncer également à une forme ou une autre d'assurance maladie. On peut douter toutefois qu'un tel programme soit réellement finançable dans une société sans croissance, et donc à faibles revenus – notamment lorsque la population est vieillissante. Une solution pourrait être de financer les prestations sociales par la création monétaire. Reste qu'une forte création monétaire structurelle risquerait de conduire très rapidement à des niveaux tels d'inflation que la monnaie officielle perdrait tout crédit, en même temps que sa capacité à jouer son rôle de réserve de valeur. Des monnaies alternatives, voire le troc, seraient privilégiés pour les échanges marchands, de telle sorte que les allocations sociales versées en monnaie officielle perdraient de facto toute valeur. Je dois donc avouer une certaine circonspection quant à la soutenabilité d'un modèle social équitable dans une société qui tournerait radicalement le dos au productivisme. La démonstration d'une telle soutenabilité me paraît à tout le moins constituer un enjeu essentiel pour les objecteurs de croissance s'ils veulent crédibiliser leur projet de société.

Personnellement, j'ai le sentiment qu'une société sans croissance serait à bien des égards une société extrêmement libérale, avec des prestations sociales relativement faibles, et très exigeante en termes de temps de travail. Certes, le temps de travail serait officiellement partagé, mais il ne s'agit là que du travail formel. Or la caractéristique principale d'une société sans croissance serait l'augmentation considérable des activités informelles afin d'autoproduire des services et des biens actuellement rendus disponibles par le marché ou les services publics – ces activités informelles étant d'autant plus attractives que le travail formel serait fortement taxé, alors que les produits générés par le travail informel resteraient personnels. Car ne nous leurrions pas, si dans une société où le travail est formalisé et fortement divisé, cultiver ses légumes peut être perçu comme le prototype même de l'activité qui ait du sens et qui soit source d'autonomie, il n'en reste pas moins que, pour ma part, je n'aime pas jardiner et que je ne suis certainement pas le seul dans ce cas. De même, le partage du temps de travail est supposé permettre de retrouver du temps pour s'occuper des siens. Le père de quatre enfants que je suis applaudis, mais il n'ignore pas non plus que la garde d'enfants est bel et bien un travail. Je ne doute d'ailleurs pas qu'il y ait dans l'audience l'une ou l'autre femme pour se souvenir que l'émancipation des femmes a notamment consisté à s'affranchir du travail informel et pour considérer que, à l'opposé de la vision romantique portée par les objecteurs de croissance, le travail informel n'est pas nécessairement plus épanouissant que le travail formel.

J'irais même plus loin. Là où le néolibéralisme veut inciter à la participation de tous au marché du travail formel par la réduction des prestations sociales, il me semble que les objecteurs de croissance contraindront tout le monde à la participation informelle par la pénurie et par la valorisation de l'autosubsistance. Quant à la critique développée par les objecteurs de croissance d'une société de consommation créant des besoins artificiels et leur promotion d'une sobriété heureuse, elles ne sont pas sans rappeler l'ascétisme protestant dans lequel Weber voyait l'esprit du capitalisme. La remarque est, je le reconnais, plus ironique que réellement pertinente<sup>26</sup>, dans la mesure où la modération souhaitée doit permettre, non plus le développement de l'épargne nécessaire aux investissements, mais une réduction de la demande permettant une réduction similaire de la production

---

25 D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

marchande. Elle n'en dit pas moins quelque chose d'essentiel selon moi. L'adoption d'un mode de vie décroissant ne conduit à une vie de temps libéré que lorsqu'elle est le fait d'une minorité au sein d'une société essentiellement productiviste. La généralisation d'un tel mode de vie pourrait par contre mener à une société très exigeante en termes de travail – formel et informel – afin de produire non plus le superflu, mais simplement le nécessaire et l'utile.

### *Un conservatisme social ?*

Comme je l'ai écrit, si je juge souhaitable une remise en cause de notre système des besoins, je ne pense pas qu'il soit nécessairement épanouissant de faire son potager et de manger ses légumes, ni que la déformalisation des activités inhérentes au projet des objecteurs de croissance soit en elle-même un progrès. Je reste persuadé que certains éléments de la spécialisation du travail contribuent à une plus grande prospérité humaine, que ce soit en termes de la réalisation de soi au travers une profession choisie ou en termes de qualité des biens et des services produits. De même, il me semble absurde de rejeter la société industrielle et technologique dans son ensemble. Si la foi dans une solution purement technologique à l'épuisement des ressources naturelles est téméraire, la technologie peut apporter des éléments de réponse aux défis écologiques et être une source d'amélioration de la qualité de vie. Ne pensons qu'aux progrès médicaux qu'elle a rendus possibles. Or aucun n'objecteur de croissance ne voudrait, je suppose, que la décroissance promue soit surtout une décroissance de la longueur de vie.

Bref, pour ce qu'il en est de l'organisation de notre système économique, je me sens bien plus proche des économistes atterrés que des objecteurs de croissance. Il me semble, en fait, que nous devons combiner une réévaluation de notre système de besoins et des investissements dans une économie relocalisée et plus économe d'un point de vue énergétique, sans espérer pour autant que, au-delà d'un effet de relance à court terme, cette nouvelle économie rende possible une croissance économique forte et écologiquement soutenable. Ce n'est toutefois là pas une simple nuance. La question de la croissance qui oppose les économistes atterrés – ou plus largement, les partisans du développement durable – et les objecteurs de croissance a un corollaire. Douter de la possibilité de renouer avec une croissance structurelle impose de s'interroger sur la soutenabilité du financement du modèle social de l'Etat-providence. Or qu'ils s'inspirent de la critique sociale ou de la critique écologique, les mouvements de gauche assimilent toute réforme du modèle social de l'Etat-providence à une régression. Sur ce point à nouveau, les économistes atterrés sont un excellent exemple, notamment lorsqu'ils critiquent les tentatives de transformations de l'Etat-providence en un Etat social actif au cœur de la Stratégie européenne de Lisbonne.

Pour mémoire, au début des années 2000, alors que l'Europe est dominée par des partis de centre-gauche se revendiquant de la Troisième voie, l'idée que le modèle social devait être transformé s'était imposée pour des raisons budgétaires et d'équité. Depuis lors, le modèle de l'Etat-providence est décrié en raison de la passivité de ses politiques sociales : celles-ci visent essentiellement à assurer un revenu de remplacement à des personnes qui ne sont plus en mesure de travailler pour un motif indépendant de leur volonté – âge, maladie, récession économique, etc. – mais ne favorisent pas leur réinsertion. Au contraire, dans la mesure où son financement repose principalement sur des charges sociales pesant sur le travail, il freine la création d'emplois. Enfin, la législation très protectionniste du travailleur se retourne contre le demandeur d'emploi et favorise une dualisation sociale importante entre les travailleurs et les bénéficiaires d'allocations. Par ailleurs, l'Etat-providence était non seulement accusé d'enfermer ces derniers dans la dépendance, mais il était également jugé insoutenable budgétairement : d'une part, rendant très onéreux le coût du travail, il affaiblirait fortement la compétitivité économique et fait fuir les investisseurs ; d'autre part, le vieillissement progressif de la population ferait exploser les dépenses en santé et en pension tout en réduisant le rapport entre les personnes qui financent le modèle en travaillant et celles qui bénéficient d'allocations.

---

26 A vrai dire, il est impossible d'anticiper si la décroissance des besoins sera supérieure ou inférieure à la décroissance de la productivité du travail – cela sera vraisemblablement différent d'une région à l'autre et d'une culture à l'autre.



C'est pourquoi il faudrait lui privilégier le modèle de l'Etat social actif. Selon celui-ci, plutôt que de fournir une compensation aux victimes d'un risque (la maladie, la perte d'un emploi, etc.), les politiques sociales doivent réduire la probabilité que le risque advienne. Similairement, la finalité de l'Etat n'est plus de se substituer aux marchés lorsqu'ils sont défaillants en proposant un revenu de remplacement ou en créant des emplois publics, mais de favoriser leurs bons fonctionnements. Ainsi, lorsqu'un secteur économique est en déclin, l'Etat ne doit pas chercher à le soutenir pour préserver les emplois, mais multiplier les formations offertes aux personnes licenciées afin de leur permettre de retrouver un emploi dans les secteurs en croissance. Les prestations sociales devraient par conséquent être réorientées vers le soutien de l'activité professionnelle et la prévention des risques : accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de prévisions, politiques d'éducation à la santé...

Si elles s'inspiraient initialement des modèles sociaux scandinaves et étaient portées par des partis de gauche, les réformes sociales mises en œuvre au nom de l'Etat social actif sont souvent considérées comme ayant surtout servi un programme néolibéral en permettant, au nom du renforcement de la compétitivité économique, un affaiblissement de la protection sociale, une flexibilisation du marché travail et une réduction des charges sociales. Il n'est dès lors guère étonnant que ces politiques soient rejetées par les économistes atterrés qui y voient une stigmatisation injustifiée des demandeurs d'emploi<sup>27</sup>. Se positionnant en défenseurs de l'Etat-providence hérité des Trente Glorieuses, ils en appellent au renforcement de la protection sociale, récusent les réductions de charges sociales qu'ils considèrent comme réduisant les recettes publiques sans créer d'emplois et comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage.

C'est là, personnellement, qu'ils cessent, à leur tour, de me paraître convaincants. Comme les économistes atterrés le reconnaissent eux-mêmes, la politique keynésienne pratiquée durant les Trente Glorieuses « reposait sur des facteurs structurels : l'ampleur des gains de productivité, la force de la demande, l'autonomie des pays les uns par rapport aux autres »<sup>28</sup>. La forte croissance était également rendue possible par la colonisation des pays du Sud et une démographie qui assurait une augmentation progressive de la population active. Le modèle des Trente Glorieuses et l'Etat-providence ne sont plus des références pertinentes à l'heure du défi écologique, du vieillissement de la population et de l'émergence de pays du Sud et de l'Est<sup>29</sup>.

#### *Un contremodèle cohérent ?*

La lecture des économistes atterrés que j'ai proposée, comme la confrontation aux idées des objecteurs de croissance, relève davantage du questionnement que de la démonstration. Je résumerai ce questionnement par un doute quant à la possibilité de concilier quatre éléments qui peuvent pourtant tous paraître souhaitables : des investissements publics devant permettre la transition écologique ; l'adoption d'un modèle de croissance faible, voire négative ; la réduction du temps de travail ; la défense de l'Etat-Providence. L'élaboration d'un contreprojet politique cohérent me paraît imposer de choisir entre ces différents éléments.

Tout comme les économistes atterrés, je plaiderais volontiers pour des investissements publics devant rendre possible une réorientation de notre économie vers des modes de production et de consommation plus soutenables. Au-delà d'un effet de relance à court terme, je ne crois toutefois pas que ces investissements soient

---

27 Voir, par exemple, P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze « Pour un renouveau de la protection sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 137.

28 H. Sterdyniak, « Quelle politique économique ? Mort et renaissance du keynésianisme » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 25.

29 Ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent plus nous inspirer ponctuellement, par exemple en ce qui concerne l'équilibre entre revenus du travail et revenus du capital.

susceptibles de nourrir une croissance économie forte, mais qu'il faut s'attendre au contraire à des taux de croissance structurellement faibles, voire potentiellement négatifs – le caractère écologiquement soutenable d'une croissance structurellement forte étant de toute façon douteux. Cela invite à s'intéresser sérieusement aux positions développées par les objecteurs de croissance, en dépit du caractère excessif, à mes yeux, de leur critique du progrès technologique. C'est en particulier la critique du système de besoins inhérent à une société de consommation de masse qui retient mon attention. La consommation est actuellement inutilement stimulée en favorisant l'obsolescence des produits – par leur fragilité technique ou par la multiplication de pseudo-innovations –, mais également en faisant des modes de consommation des marqueurs identitaires et des vecteurs de reconnaissance sociale. Se détacher d'un tel modèle demandera donc de privilégier des modes d'interactions économiques favorisant l'allongement de la durée de vie des biens produits, mais également de redéfinir des modes alternatifs de distribution de la reconnaissance sociale et, dès lors, de refaire place à une interrogation collective sur les valeurs et comportements dignes d'estime.

Croire par contre que l'adoption d'un système de besoins plus sobre signifierait que nous vivrions dans une société de l'abondance et qu'il nous serait possible de célébrer la fin du travail, me paraît par contre excessivement optimiste. Même en modérant notre consommation, adopter des modes de production moins énergivore réduira fortement la productivité du travail. De plus, l'importance des besoins en termes de services aux personnes, en particulier dans une société vieillissante, est telle qu'il me paraît plus pertinent d'en appeler à une revalorisation de la participation sociale qu'à la célébration d'une société du loisir. Une telle revalorisation est elle-même dépendante de l'interrogation collective sur les valeurs communes à laquelle je viens d'appeler. Elle demande en effet que soit définie quelles sont les activités socialement utiles, les formes de participation sociale qu'ils importeraient de revaloriser. A l'encontre donc de tout individualisme libéral, il faut s'attacher à redonner un contenu à l'idée de prospérité qui dépasse la seule aisance économique<sup>30</sup>.

L'une des implications concrètes d'une telle redéfinition de la prospérité serait certainement une réforme en profondeur de la fiscalité afin de redonner à celle-ci un potentiel redistributif plus important, mais également afin d'investir davantage sa fonction incitative. Dans une société où près de 50% des prix des biens et services est déterminé par le système fiscal, celui-ci a un rôle crucial à jouer pour assurer une internalisation des effets externes. Or, l'identification des externalités non seulement économiques, mais également environnementales, sociales et humaines, est précisément le rôle que doit jouer une définition collective de la prospérité. S'engager dans cette voie plaiderait, à mes yeux, pour une profonde réduction de la fiscalité et de la parafiscalité sur le travail financée par un renforcement de la fiscalité sur les revenus du capital et par le développement de la fiscalité environnementale. Cela justifierait également le renforcement des mesures de soutien aux services aux personnes.

Un tel programme sera peut-être jugé trop peu radical par certains objecteurs de croissance. Il reste par contre dans la ligne défendue par les économistes atterrés. Je me dissocierai par contre de ceux-ci en considérant que la revalorisation de la participation sociale plaide également pour une réforme de notre système social afin de favoriser des politiques visant à soutenir la participation plutôt qu'axées essentiellement sur le maintien du pouvoir d'achat. A mes yeux, l'amalgame fait entre l'Etat social actif promu par les partisans de la Troisième voie et les politiques néolibérales favorables à la financiarisation prive en effet les économistes atterrés d'une source importante d'inspiration et questionne la cohérence de leur projet politique dans la mesure où la réorientation vers une économie plus qualitative risque de mettre sous pression les finances publiques et d'exiger par conséquent des politiques sociales plus dynamiques.

L'héritage de la Troisième voie ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire. Il me semble néanmoins relever d'un projet politique fondamentalement différent du capitalisme financier. En fait, j'ai tendance à croire que si le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif a pu être récupéré par le néolibéralisme, c'est parce que ces partisans n'ont pas compris qu'il était en fait totalement incompatible avec

---

30 Voir L. de Briey, « Prospérité et crise du politique » in I. Cassiers (éd.), Redéfinir la prospérité, Aube, Paris, 2011, pp. 213-238.

l'acceptation de la financiarisation. Celle-ci impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'Etat social actif impose des investissements publics massifs dans l'éducation, la recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à moyen, voire long terme. Dès lors, la critique du capitalisme financier portée par les économistes atterrés ne justifie pas une condamnation du modèle de l'Etat social actif. Elle me semble au contraire être la condition de la réussite de ce modèle.

En retour, la réforme de l'Etat-Providence me paraît être la condition de la faisabilité politique des réformes économiques souhaitées par les économistes atterrés. L'expression d'une nostalgie trop forte à l'égard d'un modèle social et économique définitivement dépassé risque de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les privilèges sociaux de uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres, alors que les changements souhaités ne seront possibles que s'ils font l'objet d'un consensus social important. Or, celui-ci ne pourra émerger que si tous les groupes sociaux acceptent que certains avantages qu'ils tirent du système actuel puissent être remis en question. Seuls les efforts faits par les uns légitimeront ceux consentis par les autres<sup>31</sup>.

S'il y a bientôt quinze ans, les partisans de la Troisième voie ont fait l'erreur de promouvoir un modèle de réformes sociales sans doubler celui-ci d'une réforme radicale du modèle économique, le danger est aujourd'hui symétrique : les mouvements les plus à gauche remettent en cause le capitalisme financier sans accepter de participer une réforme du modèle social. A l'échec des premiers pourrait succéder celui des seconds.

---

31 Les réformes économiques et sociales sont donc non seulement complémentaires du point de vue de la cohérence du contremodèle proposé, mais également du point de vue du rapport de forces politiques.